

Chronologie 2011

Relevé des principaux faits marquants de la politique sociale européenne

Cécile Barbier

Janvier

1^{er} janvier : l'Estonie devient le 17^{ème} pays de la zone euro.

5 janvier : l'Union européenne ratifie la convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, *Communiqué de presse*, IP/11/4 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/4&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

7 janvier : la Commission européenne lance une consultation sur la directive sur les qualifications professionnelles (Directive 2005/36) et veut relancer dans ce contexte l'idée d'une carte professionnelle européenne, *Communiqué de presse*, IP/11/14 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/14&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

11 janvier : dans une lettre adressée au Commissaire Olli Rehn (Affaires économiques et monétaires), John Monks, Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, manifeste son inquiétude au sujet de la mise en œuvre des plans de sauvetages de l'UE et du FMI, suite à des rapports de syndicats grecs et irlandais (http://www.etuc.org/IMG/pdf/110111_Olli_Rehn.pdf).

12 janvier : la Commission prépare le premier semestre européen et fixe les priorités annuelles pour la croissance européenne (« Examen annuel de la croissance ») COM (2011) 11 et ses 3 annexes.

14 janvier : le Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN) critique l'« Examen annuel de la croissance » de la Commission et demande une approche intégrée consacrée à la cohésion sociale.

17 et 18 janvier : à l'initiative de la présidence hongroise, les ministres de l'Emploi et des Affaires sociales se réunissent de manière informelle à Gödöllö (Hongrie).

18 janvier : en réponse à la lettre de John Monks au commissaire Olli Rehn (Affaires économiques et monétaires), le Directeur général de BusinessEurope, Philippe de Buck manifeste son désaccord total avec la substance et le ton de la missive.

21 janvier : les autorités belges n'auraient pas dû expulser un demandeur d'asile vers la Grèce, selon un arrêt (requête n° 30696/09) rendu par la Cour européenne des droits de l'homme. La Cour remet ainsi en cause le fondement du règlement communautaire Dublin II sur les règles du droit d'asile.

24 janvier : après l'Allemagne (19 janvier), la Suède et le Royaume-Uni, la Finlande et le Danemark annoncent une réflexion sur les moyens de suspendre le renvoi de demandeurs d'asile depuis leur territoire vers la Grèce, donnant ainsi un nouvel écho à la condamnation par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) de la Belgique et de la Grèce.

25 janvier : la Facilité « EFSF » effectue une première levée de 5 milliards d'euros en bons avec échéance en 2016.

26 janvier : la Commission européenne présente un cadre stratégique qui devrait garantir une exploitation plus durable des ressources naturelles et conduire à une croissance économe en ressources et à faible émission de carbone en Europe, IP/11/63 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/63&format=HTML>).

26 janvier : la Commission européenne estime incompatible avec les règles de l'UE en matière d'aide d'État le projet français d'exonération ou d'allègements fiscaux au profit des assureurs pour le développement de contrats d'assurance complémentaire santé dits « solidaires et responsables ».

28 janvier : un réseau d'organisations syndicales (EPSU), sociales (Solidar) et du commerce équitable (EFTA) critique le guide explicatif sur la prise en compte des considérations sociales lors de la passation des marchés publics, présenté par la Commission européenne.

31 janvier : la Commission lance un plan d'action pour la réduction de l'abandon scolaire, IP/11/109 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/109&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

En **janvier 2011**, le taux de chômage est à 9,9 % dans la zone euro et à 9,5 % dans l'UE27, STAT/11/31 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/31&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

Février

1^{er} février : la Commission européenne lance le Groupe d'experts à haut niveau sur l'alphabétisation, IP/11/115 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/115&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

2 février : dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,0 % en décembre 2010, stable par rapport à novembre.

2 février : l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) publie ses conclusions sur la discrimination.

4 février : Berlin et Paris proposent un « pacte de compétitivité » (voir : 11 mars).

4 février : en réaction à l'idée d'un pacte de compétitivité, la Confédération européenne des syndicats (CES) déclare ne pas pouvoir tolérer que la compétitivité soit utilisée comme un alibi de plus pour intervenir dans les systèmes de négociations collectives partout en Europe (<http://www.etuc.org/a/8257>).

8 février : le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Thomas Hammarberg, prend position contre la détention des mineurs non accompagnés en situation illégale en Europe.

14 février : après l'avis du Parlement européen du 15 décembre 2010, le Conseil adopte le règlement sur l'« Initiative citoyenne ». À partir du 1^{er} avril 2014, il permettra aux citoyens de l'UE de demander que des propositions législatives soient présentées sur une question précise, Règlement 211/2011, JO L 65 du 11 mars.

15 février : selon la Cour de justice, « Pendant la période de transition prévue par l'Acte relatif aux conditions d'adhésion des nouveaux pays membres, le principe de libre circulation des services ne s'oppose pas à ce que les anciens États membres subordonnent le détachement de travailleurs provenant de ces pays à l'obtention d'autorisations de travail », Affaires jointes C-307/09 à C-309/09 (Agence Europe n° 10315 du 15 février).

16 février : le Parlement européen demande que les États membres veillent à ce que les régimes de retraite assurent un revenu adéquat aux personnes retraitées et que soient examinées les questions de la « transférabilité » (portability) des droits à pension et des inégalités concernant les femmes et les travailleurs âgés.

21 février : la Confédération européenne des syndicats (CES) regrette la position prise par Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), selon qui « augmenter les salaires serait commettre l'erreur ultime », citant la modération salariale allemande comme le parfait exemple à suivre par le reste de l'Europe (<http://www.etuc.org/a/8303>).

24 février : la Commission européenne publie une évaluation des retombées de l'accord-cadre sur le stress au travail selon laquelle l'accord a eu des effets positifs là où il a été mis en œuvre, SEC (2011) 241.

28 février : la directive relative aux soins de santé transfrontaliers est adoptée (JO L°88 du 4 avril 2011).

En **février 2011**, le taux de chômage est à 9,9 % dans la zone euro et à 9,5 % dans l'UE27, STAT/11/49 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/49&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

Mars

1^{er} mars : dans un arrêt rendu dans l'affaire C-236/09, la Cour de justice de l'UE déclare invalide, à compter du 21 décembre 2012, la dérogation à l'interdiction de prendre en considération le critère du sexe pour calculer les primes et les prestations en matière d'assurance.

3 mars : dans une analyse de la première phase de la crise, le rapport sur les Relations de travail en Europe en 2010 passe en revue les accords conclus dans plusieurs États membres et secteurs pour faire pièce à la crise, IP/11/251 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/251>).

5 mars : la première journée européenne de l'égalité salariale souligne un chiffre : les femmes gagnent en moyenne 17,5 % de moins que les hommes dans l'UE, IP/11/255 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/255&type=HTML>).

5 mars : Paris suspend le renvoi de demandeurs d'asile vers la Grèce.

7 mars : le Conseil EPSCO adopte le rapport conjoint sur l'emploi. Selon ce rapport, « l'assainissement budgétaire passera par une gestion plus ciblée des dépenses sociale » (Doc. 7396/11).

8 mars : le Parlement européen se prononce en faveur de l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (TTF) aux niveaux mondial et européen, en adoptant une résolution sur les financements innovants.

8 mars : à l'occasion de la Journée internationale de la Femme, une enquête de la Confédération européenne des syndicats (CES) met en lumière comment la crise affecte les travailleuses (<http://www.etuc.org/a/8427>).

8 mars : la Commission présente une feuille de route pour une Europe compétitive et sobre en carbone d'ici 2050. La Commission ne rend pas obligatoire l'objectif de 20 % de réduction de la consommation dans l'Union européenne, IP/11/272 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/272&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

9 mars : euro-manifestation à Budapest, à l'occasion du Conseil informel Affaires économiques et financières (ECOFIN) sous présidence hongroise.

9 mars : le Parlement européen adopte une résolution appelant à lutter contre l'exclusion et la discrimination des Roms et à promouvoir leur intégration.

10 mars : pour marquer le 100^{ème} anniversaire de la Journée internationale de la Femme du 8 mars, le Parlement adopte trois résolutions : l'une porte sur les inégalités entre les sexes, une autre sur la pauvreté des femmes et la troisième sur les inégalités de santé.

11 mars : le pacte pour l'euro qui « instaure une coordination renforcée des politiques économiques pour la compétitivité et la convergence » (appelé tout d'abord « pacte de compétitivité ») a été approuvé par les chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro.

15 mars : le Conseil ECOFIN dégage un accord politique de principe sur le paquet de six textes législatifs, le *Six Pack* dans l'euro jargon, renforçant la gouvernance économique (Pacte de stabilité et de croissance) dans l'UE, particulièrement dans les pays de la zone euro.

16 mars : le commissaire à la Fiscalité, Algirdas Šemeta, présente la proposition de la Commission relative à la création d'une base commune pour l'impôt sur les sociétés dans l'UE. Ce projet est vigoureusement rejeté par l'Irlande, qui y voit un pas vers une harmonisation des taux d'imposition, IP/11/319, (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/319&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>), COM (2011) 121.

16 mars : la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à ce que les négociations sur la Société privée européenne (SPE) débouchent sur des droits effectifs de participation des travailleurs (<http://www.etuc.org/a/8490>).

21 mars : l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) annonce la publication d'un guide sur le droit européen de la non discrimination, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

23 et 24 mars : le Conseil européen adopte le pacte Euro+ ainsi que la révision limitée du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne de manière à inscrire les conditions dans lesquelles est institué le mécanisme de stabilité destiné à succéder au Fonds européen de stabilité financière (FESF) et au mécanisme européen de stabilisation financière (MESF).

23 mars : revenant sur la décision du président défunt Lech Kaczynski, le Premier ministre polonais Donald Tusk annonce l'intention de son gouvernement de ratifier la Charte des droits fondamentaux.

23 mars : la Commission européenne entend garantir partout à l'étranger le droit des citoyens européens à une protection et une assistance consulaires auprès de n'importe quel consulat ou ambassade, IP/11/355 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/355&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en>).

23 mars : la Commission européenne adopte une communication, sous la forme d'un document de travail, lançant le débat sur la révision des règles régissant les aides d'État aux services d'intérêt économique général (SIEG), SEC (2011) 397.

23 mars : au Portugal, l'opposition parlementaire rejette le plan d'austérité, ce qui provoque la démission du premier ministre socialiste, José Socrates.

24 mars : journée d'action européenne de la CES à Bruxelles, à l'occasion du Sommet européen des 24 et 25 mars exprimant l'opposition des syndicats européens à la proposition de « gouvernance économique européenne » (<http://www.etuc.org/a/8506>).

24 mars : le Parlement européen adopte sa position sur le « permis unique », proposition de directive qui permettra aux travailleurs issus des pays tiers d'introduire une demande unique de travail et de séjour.

28 mars : en réponse à la consultation des partenaires sociaux sur la révision de la directive sur le temps de travail (DTT), la Confédération européenne des syndicats (CES), déçue par les propositions de la Commission européenne, se dit prête à entamer des négociations avec les partenaires sociaux sur le temps de travail (<http://www.etuc.org/a/8541>).

28 mars : la Commission présente un plan « Transports 2050 » : pour accroître la mobilité et réduire les émissions. Il s'agit de créer un espace européen unique plus concurrentiel, doté d'un réseau de transport parfaitement intégré, qui repose sur l'interconnexion des différents modes de transport et permette une mutation profonde des modèles de transport des passagers et du fret, IP/11/372 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/372&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en>), COM (2011) 144.

29 mars : selon l'Office européen de statistiques, Eurostat, le nombre de demandeurs d'asile enregistrés dans l'UE27 est resté stable en 2010. STAT/11/47 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/47&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en>).

31 mars : un rapport de la Commission européenne fait le point sur l'application de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Relevant de nombreuses incompréhensions, le rapport vise « à mieux informer l'opinion publique des situations dans lesquelles ils peuvent invoquer la Charte », COM (2011) 160.

En **mars 2011**, le taux de chômage est à 9,9 % dans la zone euro et à 9,5 % dans l'UE27, STAT/11/62 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/62&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

Avril

1^{er} avril : l'étude par les partenaires sociaux européens sur la flexicurité met en avant la complexité de ce concept, voire l'impossibilité de le généraliser à l'ensemble des pays européens.

3-8 avril : clôture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bangkok (Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques - CCNUCC) (http://unfccc.int/files/press/press_releases_advisories/application/pdf/pr20110408bkk_close_fr.pdf).

4 et 5 avri : le Conseil informel des ministres de la Santé, réunis à Gödöllő, évoque la nécessité de davantage de coopération européenne dans le domaine de la santé.

4 avril : le conseil d'administration de Frontex annonce l'approbation d'une stratégie de l'Agence en matière de droits fondamentaux.

5 avril : la Commission européenne adopte une communication invitant les États membres à mettre en place des stratégies nationales pour l'intégration des Roms, IP/11/400 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/400&format=HTML&aged=0&language=fr>).

5 avril : le Parlement européen adopte une résolution d'initiative sur les flux migratoires liés à l'instabilité, demandant notamment au Conseil de mettre au point un plan d'action pour la réinstallation des réfugiés en Europe.

7 avril : le Portugal demande une aide financière internationale.

7 avril : la Banque centrale européenne (BCE) relève son principal taux directeur de 1 à 1,25 %. Cette hausse, la première depuis 2008, risque de fragiliser encore plus les pays en crise : Grèce, Portugal et Irlande.

9 avril : une réunion informelle du Conseil ECOFIN organisée à Gödöllő planche sur les indicateurs destinés à surveiller les déséquilibres macro-économiques dans l'Union européenne.

9 avril : en marge du Conseil informel ECOFIN, la Confédération européenne des syndicats (CES) organise à Budapest, conjointement avec ses six organisations membres hongroises (LIGA, ASZSF, SZEF, ESZT, MszOSz et MOSz), une euro-manifestation contre l'austérité et pour l'Europe sociale, pour des salaires équitables et pour l'emploi.

11 avril : le Conseil JAI (Justice et Affaires intérieures) adopte une directive octroyant aux réfugiés et bénéficiaires de la protection internationale dans l'UE les mêmes conditions de résidence que les ressortissants des pays tiers vivant sur le sol européen depuis plus de 5 ans. Le Parlement européen avait adopté sa position le 14 décembre

2010. L'Irlande, le Royaume-Uni et le Danemark ne participent pas à l'adoption de cette directive. Directive 2011/51, JO L 132 du 19 mai 2011.

12 avril : la Commission européenne lance une consultation publique afin de recueillir l'avis des parties intéressées sur l'amélioration des soins de santé par le recours aux nouvelles technologies (« santé en ligne »), IP/11/461 ([http:// europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/461&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en](http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/461&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en)).

13 avril : la Commission identifie douze chantiers prioritaires pour relancer le marché unique, IP/11/469, COM (2011) 206 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/469&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en>).

La Confédération européenne des syndicats (CES) accueille avec satisfaction ce plan d'action car la Commission reconnaît l'existence de problèmes suite au fait que les libertés économiques prennent le pas sur les droits sociaux fondamentaux (<http://www.etuc.org/a/8589>).

13 avril : par son arrêt rendu dans l'affaire T-576/08 le Tribunal de l'UE a annulé une partie du règlement CE n° 983/08 relative au financement du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), attaqué par l'Allemagne au motif que ce programme ne relève plus de la politique agricole commune, mais des politiques sociales qui sont de la compétence des États membres.

15 avril : selon le FMI, les banques européennes menacent la stabilité financière mondiale : un « mur de dettes » de 3 600 milliards de dollars sera exigible dans les deux ans.

15 avril : à l'issue de leur première mission trimestrielle d'évaluation, la Commission européenne, la BCE et le FMI expriment leur satisfaction concernant la mise en œuvre par Dublin de son programme d'ajustement économique en échange d'une aide financière internationale de 67,5 milliards d'euros.

17 avril : les élections législatives en Finlande ont été marquées par une forte poussée du parti des « Vrais Finlandais » opposés aux plans d'assistance européens.

19 avril : 47 millions d'Européens vivent dans une situation d'extrême pauvreté. Un constat : la récession a comme conséquence une augmentation alarmante de la pauvreté et du sans-abrisme dans toute l'Europe.

29 avril : le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, répond à la lettre commune des président français et président du Conseil italien en se disant ouvert au rétablissement des contrôles aux frontières internes de l'UE.

En **avril 2011**, le taux de chômage est à 9,9 % dans la zone euro et à 9,4 % dans l'UE27, STAT/11/76 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/76&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

Mai

1^{er} mai : l'Allemagne et l'Autriche ouvrent leur marché aux travailleurs polonais, tchèques et hongrois.

1^{er} mai : dix États membres souhaitent attendre la fin de la période transitoire, le 31 décembre 2013, avant d'ouvrir complètement leur marché du travail aux Bulgares et aux Roumains.

3 mai : l'UE et le FMI signent un accord avec le gouvernement portugais de José Socrates pour un prêt de 78 milliards d'euros. Les réformes conditionnelles portent sur le gel des salaires des fonctionnaires, une hausse des impôts et des privatisations.

4 mai : la Commission présente des initiatives pour une approche de l'UE envers les défis et les opportunités que génère la migration, en particulier à la lumière des événements qui secouent la Méditerranée, IP/11/532 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/532&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>), COM (2011) 248.

10 mai : « Toute l'Europe doit prendre ses responsabilités en partageant l'accueil » selon Laura Boldrini, la porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) en Italie après l'arrivée de migrants venus de Libye.

10 mai : la Commission envisage de réduire de moitié, à partir de 2014, la liste des 176 nations qui bénéficient actuellement du régime de préférences commerciales accordé par l'UE aux pays en développement dans le cadre de son système de préférences généralisées (SPG), COM (2011) 241.

10 mai : le commissaire aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, annonce l'aval de la Commission au programme d'austérité triennal du Portugal. S'agissant de la Grèce, il estime nécessaire d'attendre les résultats de la mission internationale à Athènes avant de quantifier les besoins supplémentaires de la Grèce.

11 mai : l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, Frontex, publie son rapport annuel 2011 sur les « analyses de risques » en matière de flux migratoires.

11 mai : signature de la nouvelle convention du Conseil de l'Europe (CdE) sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique par treize pays.

12 mai : le Parlement européen se prononce en faveur d'une convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) assortie d'une recommandation sur un travail décent pour les travailleurs domestiques.

14 mai : la Commission demande au Danemark des précisions sur son intention d'instaurer des contrôles douaniers permanents à certains points de ses frontières avec l'Allemagne et la Suède en vue de lutter contre la criminalité organisée et la fraude fiscale.

16-19 mai : le Congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) se tient à Athènes du 16 au 19 mai. Le message des syndicats européens est clair : Gouverner l'Europe signifie renforcer son modèle social et non l'attaquer. Bernadette Ségol est la nouvelle secrétaire générale de la CES.

17 mai : le Conseil ECOFIN désigne Mario Draghi comme successeur de Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque centrale européenne. Il approuve à l'unanimité le programme d'austérité triennal du Portugal en échange d'une aide financière de 78 milliards d'euros.

19 mai : le Conseil EPSCO adopte des conclusions sur un cadre européen pour les stratégies nationales d'intégration des Roms jusqu'en 2020 ainsi que l'avis du Comité de la protection sociale. Il adopte une décision approuvant les lignes directrices pour l'emploi des États membres pour 2011.

24 mai : la Commission présente une communication visant à établir à terme un « dialogue sur les migrations, la mobilité et la sécurité » avec la Tunisie, l'Égypte et le Maroc, COM (2011) 292.

24 mai : la Commission propose la révision du règlement « visa » 539/2001 en y intégrant une clause de sauvegarde permettant de suspendre temporairement le régime de libéralisation des visas octroyé à un pays tiers si ses ressortissants devaient abuser de ce même régime et constituer une nouvelle source d'immigration illégale dans l'UE, COM (2011) 290.

24 mai : la Commission présente un rapport annuel 2010 sur la façon dont les États membres ont mis en oeuvre le Pacte pour l'immigration et l'asile de 2008 ainsi que le Programme de Stockholm adopté en 2009 et une communication sur les partenariats de mobilité avec les pays du Sud de la Méditerranée, COM (2011) 291 et COM (2011) 292.

24 mai : pour ses 50 ans, l'OCDE lance l'indice « bien-être » permettant aux citoyens de comparer leur bien-être au sein de 34 pays sur la base de 11 dimensions (logement ; revenu ; travail ; communauté ; éducation ; environnement ; gouvernance ; santé ; bien-être subjectif ; sécurité ; et conciliation travail et vie privée) en leur offrant la possibilité d'accorder un poids variable à chacune de ces dimensions.

25 mai : l'Agence européenne de gestion des frontières externes, Frontex, exprime des réserves quant aux projets de rétablir des contrôles aux frontières internes de la zone Schengen, notamment face au risque d'une immigration massive provenant d'Afrique du Nord.

26 mai : la Commission européenne et le Programme des Nations unies pour l'environnement ont présenté deux importants rapports qui appellent à un changement radical dans la façon dont nous utilisons les ressources rares, IP/11/646 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction>).

do?reference=IP/11/646&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=en).

30 mai : un rapport préparé par le réseau NESSE (Network of Experts in Social Sciences of Education and Training) pour le compte de la Commission européenne évalue l'importance de ces marchés privés de l'éducation et les raisons pour lesquelles ils existent (<http://www.nesse.fr/nesse/activites/rapports/activites/rapports/the-challenge-of-shadow-education-1>).

En **mai 2011**, le taux de chômage à 9,9 % dans la zone euro et à 9,3 % dans l'UE27, STAT/11/99 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/99&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

Juin

1^{er} juin : la Commission européenne propose la refonte des directives sur les conditions d'accueil des demandeurs et sur les procédures d'asile avec pour objectif de mettre en place un régime harmonisé d'asile d'ici à la fin 2012, COM (2011) 320.

5 juin : avec 40 % des voix, le Parti social-démocrate (PSD) de Pedro Passos Coelho remporte les élections législatives portugaises, laissant loin derrière le parti socialiste du Premier ministre sortant José Sócrates (24 %). Le taux d'abstention a dépassé les 41 %, un record absolu pour des législatives depuis l'avènement de la démocratie en 1974.

6 juin : le Conseil EPSCO adopte des conclusions pour « des systèmes de santé modernes capables de s'adapter aux besoins et durables ».

7 juin : la Commission européenne présente ses orientations par pays relatives aux programmes nationaux de stabilité et de croissance et aux programmes nationaux de réforme, présentés dans le cadre du semestre européen, COM (2011) 400.

8 juin : en 2060, la part de la population âgée de 80 ans et plus devrait être en moyenne de 12 % dans l'UE27.

8 juin : le Parlement européen préconise de nouvelles recettes et une augmentation de 5 % du budget européen sur la période 2014-2020. Par ailleurs, il met en garde contre l'idée de soumettre les dotations du Fonds de cohésion à des sanctions dans le cadre d'une conditionnalité macroéconomique en rapport avec le Pacte de stabilité et de croissance.

8 juin : le Parlement européen adopte une résolution sur la dimension extérieure de la politique sociale, la promotion des normes sociales et du travail et la responsabilité sociale des entreprises.

14 juin : la Commission européenne publie un livre vert sur les conditions de détention dans l'UE et le renforcement de la confiance mutuelle entre les différentes autorités judiciaires des États membres, COM (2011) 327.

16 juin : première estimation pour le premier trimestre 2011. L'emploi stable dans la zone euro et dans l'UE27. Il est respectivement de +0,1 % et de +0,3 % par rapport au premier trimestre 2010, STAT/11/86, (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/86&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

17 juin : Georges Papandréou n'a pas obtenu le soutien de l'opposition au plan de rigueur et remanie l'exécutif grec.

17 juin : les pays émergents ne veulent pas de modèle social unique. La 100^{ème} Conférence internationale du travail a été marquée par la montée en puissance des « BRICS ».

17 juin : selon la Confédération européenne des syndicats (CES), la gouvernance de l'austérité étouffe nos économies et maintient le chômage à un niveau élevé. Les développements en Grèce sont particulièrement inquiétants (<http://www.etuc.org/a/8803>).

18 juin : les ministres de l'Emploi et des Politiques sociales de l'UE dégagent une orientation sur le volet « emploi » des recommandations par pays, adoptées par la Commission le 7 juin. La Belgique, Chypre et Malte ont émis des réserves sur ces recommandations, et le Royaume-Uni une réserve d'examen parlementaire.

21 juin : la Commission européenne revoit à la baisse de manière drastique le montant du budget de l'UE consacré au programme 2012 de distribution de denrées alimentaires aux personnes démunies vivant dans l'UE, IP/11/756 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?Reference=IP/11/756&type=HTML>) et Règlement d'exécution (UE) n° 562/2011 de la Commission du 10 juin 2011, JO L 152 du 11 juin 2011.

22 juin : la Commission publie un Livre vert en vue de moderniser le système de reconnaissance des qualifications professionnelles, COM (2011) 367.

22 juin : le Conseil et le Parlement européen parviennent à un compromis sur la révision du règlement de l'Agence Frontex.

23 juin : en votant sur le paquet législatif renforçant le Pacte de stabilité et de croissance, les eurodéputés maintiennent leurs exigences en matière d'automatisme accrue des décisions à prendre dans le cadre du volet préventif du Pacte.

24-25 juin : l'UE s'engage à aider la Grèce et sauver l'euro. Elle adoube Mario Draghi, nommé à la tête de la BCE jusqu'en 2019. Le Conseil européen adopte un plan d'intégration des Roms.

29 juin : la Commission européenne adopte une série de propositions sur le prochain cadre financier pluriannuel (2014-2020), COM (2011) 500.

29 juin : Accord politique du Conseil sur la proposition de la Commission visant à établir un permis unique de travail et de résidence pour les ressortissants des pays tiers.

30 juin : lancement de Finance Watch, une organisation non gouvernementale voulant faire contrepoids au lobby de la finance à Bruxelles (<http://www.finance-watch.org>).

30 juin : clôture des négociations d'adhésion entre l'UE et la Croatie.

En **juin 2011**, le taux de chômage à 9,9 % dans la zone euro est à 9,4 % dans l'UE 27, STAT/11/114 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/114&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

Juillet

4 juillet : la CES écrit à BusinessEurope et se dit prête à négocier un accord sur la révision de la directive temps de travail.

5 juillet : une publication de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE (FRA) dénonce l'exploitation et la maltraitance des migrants illégaux employés comme domestiques dans les 27.

6 juillet : le Parlement européen adopte une résolution sur la crise financière, économique et sociale ainsi qu'une résolution sur des services sociaux accessibles, abordables et de qualité.

7 juillet : maintenir les personnes d'un âge certain en activité, améliorer leur inclusion sociale et supprimer les barrières entre les générations : tels sont les thèmes qui devraient être au cœur des activités de l'année européenne 2012 sur le vieillissement actif et la solidarité intergénérationnelle, selon le Parlement européen.

8 juillet : la Plateforme des employeurs du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) se sont félicitées, dans un communiqué, du guide des marchés publics socialement responsables (MPSR) publié par la Commission comme outil explicitant davantage de quelle manière appliquer les critères sociaux aux marchés publics et contribuer à des achats socialement responsables.

9 juillet : près d'un an après leur lancement le 7 juillet 2010, les négociations techniques entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne en vue de l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'Homme sont terminées.

11 juillet : pour favoriser l'emploi, la Commission propose d'investir plus dans l'éducation, la formation et la jeunesse, notamment via un nouveau programme doté de 15,2 milliards d'euros sur sept ans. La Commission souhaite doubler le nombre de jeunes, d'enseignants et de chercheurs qui obtiennent une bourse de l'Union pour étudier ou se former à l'étranger, IP/11/857 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/857&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

11 juillet : les ministres des Finances de la zone euro signent le traité établissant le mécanisme européen de stabilité.

12 juillet : le Conseil ECOFIN adopte les recommandations par pays adressées aux États membres dans le cadre du premier semestre européen. Il adopte également pour la première fois une recommandation sur la mise en oeuvre des grandes orientations des politiques économiques des États membres de la zone euro, JO C 217 du 23 juillet 2011.

14 juillet : en 2010, 32,5 millions de ressortissants étrangers vivaient dans les États membres de l'UE des 27, dont 12,3 millions étaient ressortissants d'un autre État membre de l'UE des 27 et les 20,2 autres millions, des ressortissants provenant d'un pays hors UE des 27.

18 juillet : BusinessEurope répond à la CES : d'accord pour négocier la révision de la directive « temps de travail », mais pas d'accord pour mettre en place un groupe restreint de pré-négociation.

20 juillet : La Commission européenne publie son Agenda européen pour l'intégration des migrants dans l'UE, COM (2011) 455.

21 juillet : accord des chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro sur le deuxième plan d'assistance à la Grèce et sur l'extension du fonds européen de stabilité financière (FESF).

22 juillet : le gouvernement espagnol introduit des licences de travail pour les travailleurs roumains.

25 juillet : la Commission européenne annonce que la France et l'Italie ont violé l'esprit de Schengen en avril 2011, mais pas ses règles, lors de leur différend provoqué par un afflux de migrants tunisiens.

En **juillet 2011**, le taux de chômage est à 10,0 % dans la zone euro et à 9,5 % dans l'UE 27, STAT/11/124 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/124&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

Août

2 août : aucun plan de sauvetage n'est sur la table pour venir en aide à l'Espagne, à l'Italie ou à Chypre, trois pays de la zone euro sous la pression croissante des marchés et des agences de notation, affirme la Commission européenne.

4 août : la Banque centrale européenne (BCE) réactive son programme d'achat d'obligations publiques de pays de la zone euro sur les marchés.

5 août : S&P dégrade la note des États-Unis à AA+.

6 août : la BCE met de nouvelles liquidités à la disposition de banques fragilisées en relançant une mesure prise en 2008 après la chute de Lehman Brothers.

11 août : la Commission européenne autorise l'Espagne à rétablir des mesures restrictives sur son marché du travail vis-à-vis des travailleurs roumains, IP/ 11/960 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/960&type=HTML>).

17 août : la France et l'Allemagne veulent instaurer un gouvernement économique et misent sur l'austérité.

23 août : le second plan d'aide à la Grèce est mis à mal par les exigences de certains pays européens. La Finlande a obtenu d'Athènes une garantie financière en échange de sa contribution.

25 août : Après l'Irlande, le Royaume-Uni confirme sa participation aux propositions de la Commission européenne sur les droits des victimes, publiées le 18 mai.

En **août 2011**, le taux de chômage à 10,0 % dans la zone euro est à 9,5 % dans l'UE 27, STAT/11/143 ([http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/143&format=HTML&aged=1&language=FR &guiLanguage=fr](http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/143&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr)).

Septembre

2 et 6 septembre : après l'accord conclu entre le PSOE et le PP, les parlementaires espagnols votent en faveur de l'inscription d'une « règle d'or » de limitation des dépenses publiques dans la loi fondamentale espagnole. Mobilisation des syndicats et Indignés contre cette règle d'or.

7 septembre : la Cour constitutionnelle allemande valide le premier plan d'assistance à la Grèce et le paquet de sauvetage de l'euro.

9 septembre : la France et l'Allemagne transmettent à la Commission européenne leurs propositions sur la mise en place d'une taxe sur les transactions financières.

10 septembre : démission du chef économiste et membre du directoire et du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), l'Allemand Jürgen Stark.

12 septembre : le premier volume du guide de l'Europe sociale consacré à la question de l'emploi est publié par la Commission européenne.

15 septembre : première estimation pour le deuxième trimestre 2011. L'emploi est en hausse de 0,3 % dans la zone euro et de 0,2 % dans l'UE27. Il est respectivement de +0,4 % et de +0,3 % par rapport au deuxième trimestre 2010, STAT/11/131 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/131&format=HTML&aged=1&language=FR&guiLanguage=fr>).

16 septembre : la Commission publie ses propositions concernant les nouvelles règles en matière d'aides d'État aux services d'intérêt économique général (SIEG) qu'elle devrait adopter d'ici la fin de janvier 2012, après consultation des parties prenantes (États membres, collectivités locales, entreprises, consommateurs).

20 septembre : la Commission européenne adopte une feuille de route « Vers une Europe efficace dans l'utilisation des ressources » visant à transformer l'économie européenne en une économie durable d'ici à 2050, IP/11/1046 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1046>), COM (2011) 571.

20 septembre : la Commission européenne présente une stratégie de réforme de l'enseignement supérieur afin d'atteindre les objectifs fixés par la stratégie européenne pour l'emploi et la croissance, IP/11/1043 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1043&format=HT>), COM (2011) 567.

20 septembre : dans le contexte de l'Année européenne du volontariat 2011, la communication de la Commission intitulée « Politiques de l'UE et volontariat » appelle à la création d'un Corps volontaire européen d'aide humanitaire et à la conception d'un « passeport européen des compétences », IP/11/1050 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1050&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>).

21 septembre : dans un document d'orientation, les députés du groupe des Socialistes et Démocrates (S&D) du Parlement européen proposent dix actions « pour une nouvelle stratégie sociale ambitieuse » visant à améliorer le quotidien des citoyens européens frappés par la crise et à rendre le marché unique plus social.

22 septembre : au sein du Conseil, les Pays-Bas et la Finlande opposent leur veto à la décision permettant l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'espace Schengen.

26 septembre : la Commission fait sien le rapport publié par le réseau Eurydice analysant la dimension sociale de l'enseignement supérieur dans 31 pays européens, IP/11/1037 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1037&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>).

28 septembre : divisé, le Parlement européen adopte la réforme du Pacte de stabilité et de croissance, le *Six Pack* (<http://www.europarl.europa.eu/fr/pressroom/content/20110928IPR27710/html/Nouvelles-mesures-sur-la-gouvernance-%C3%A9conomique-le-Parlement-donne-le-feu-vert>).

28 septembre : la Commission européenne présente sa proposition de taxe sur les transactions financières, IP/11/1085 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1085&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>), COM (2011) 594.

29 septembre : le Bundestag allemand approuve l'augmentation à 440 milliards d'euros de la force de frappe de la Facilité EFSF ainsi qu'une flexibilisation de la compétence du Fonds européen de sauvetage provisoire.

29 septembre : le Parlement européen approuve l'élargissement du champ d'application du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) jusqu'à fin 2013 aux travailleurs touchés par la crise économique et financière.

En **septembre 2011**, le taux de chômage à 10,2 % dans la zone euro. Il est à 9,7 % dans l'UE 27, STAT/11/160 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/160&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

Octobre

3 octobre : Helle Thorning Schmidt, la nouvelle première ministre danoise (social-démocrate) annonce l'annulation de la reprise des contrôles douaniers permanents aux frontières du pays.

4 octobre : tous les indicateurs de l'immigration irrégulière étaient en hausse au second trimestre 2011, selon un rapport l'Agence Frontex (http://www.frontex.europa.eu/download/Z2Z4L2Zyb250ZXgvZW4vZGVmYXVsdF9ha3R1YWxub3NjaS8xMDYvMjYvMQ/fran_q2_2011.pdf).

6 octobre : la Commission européenne présente sa proposition de révision de la politique de cohésion pour la prochaine période de programmation 2014-2020. L'une des mesures les plus controversées est la possibilité de suspendre les aides aux régions des pays ayant une politique budgétaire trop laxiste ou ne respectant pas le Pacte de stabilité et de croissance, IP/11/1159 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1159>).

12 octobre : dans son avis sur la demande d'adhésion de la Serbie, la Commission européenne préconise l'octroi du statut de pays candidat à ce pays, COM (2011) 668.

13 octobre : le gouvernement britannique annonce sa non-participation aux directives révisées le 1^{er} juin par la Commission sur les conditions d'accueil des demandeurs d'asile et les procédures d'octroi et de retrait de la protection internationale.

13 octobre : Herman van Rompuy et José Manuel Barroso saluent la ratification par la Slovaquie du Fonds européen de stabilité financière (FESF) renforcé. Cette ratification rend le FESF « pleinement opérationnel » et dote les 17 pays concernés d'un « instrument plus fort et plus souple pour défendre la stabilité financière de la zone euro ».

14 octobre : le nombre global de demandes d'asile a augmenté de 17 % au premier semestre 2011, le chiffre le plus élevé depuis huit ans, indique un rapport du HCR (<http://www.unhcr.org/4e9beaa19.html>).

15 octobre : manifestation mondiale des Indignés. Des protestations contre « le monde de la finance » ont été organisées dans 951 villes. Mobilisation du mouvement Occupy Wall Street.

17 octobre : le Sommet social tripartite débat de la crise financière et de la dette souveraine des États européens, à l'ordre du jour du Conseil européen du 23 octobre (initialement prévu pour le 17 octobre).

17-18 octobre : pour atteindre l'objectif de la stratégie Europe 2020 visant à faire sortir au moins 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale, l'UE se dote d'une Plateforme européenne contre la pauvreté à l'occasion de la Convention organisée par la présidence polonaise et la Commission européenne à Cracovie (Pologne).

19 octobre : un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) intitulé « Les tendances mondiales de l'emploi des jeunes : édition 2011 », met en garde contre la « frustration collective » des jeunes face au chômage (http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_elm/@trends/documents/publication/wcms_150441.pdf).

23 octobre : à l'occasion du Conseil européen, les dirigeants de la zone euro évoquent 67 ans pour la fixation d'un âge commun de départ à la retraite.

25 octobre : afin d'encourager l'entreprenariat responsable, la Commission adopte une série de mesures qui visent à créer un environnement législatif susceptible de favoriser les entreprises sociales et durables, IP/11/1238 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1238>), COM (2011) 681 et COM (2011) 682.

27 octobre : Sommet de l'eurozone : accord à l'arraché sur une réponse à la crise (FESF doté sur le papier de 1000 milliards d'euros, décôte de 50 % de la dette grecque, recapitalisation des banques européennes).

31 octobre : le Premier ministre grec annonce un référendum sur le plan de sauvetage. La perspective d'une faillite de la Grèce revient au devant de l'actualité.

31 octobre : dans son rapport sur le travail dans le monde 2011, l'OIT affirme que le monde se dirige vers une nouvelle et profonde récession de l'emploi et met en garde contre une recrudescence de l'agitation sociale (http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/news/WCMS_166397/lang--fr/index.htm).

En **octobre 2011**, le taux de chômage à 10,3 % dans la zone euro est à 9,8 % dans l'UE27, STAT/11/176 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/176&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

Novembre

1^{er} novembre : Mario Draghi succède à Jean-Claude Trichet à la présidence de la Banque centrale européenne

2 novembre : les sujets dominant le Sommet du G20 (organisé à Cannes les 3 et 4 novembre) ne devraient pas occulter le fait que le chômage et la précarité de nombreux travailleurs constituent les questions les plus urgentes à régler, selon Juan Somavia, directeur général du Bureau international du travail (BIT) (<http://www.g20-g8.com/g8-g20/g20/francais/accueil.1.html>).

3 et 4 novembre : réunis d'urgence en marge du Sommet du G20, les dirigeants européens réaffirment leur détermination à assurer la stabilité de la zone euro, avec ou sans la Grèce.

Sous la pression de la chancelière allemande Angela Merkel et du président français Nicolas Sarkozy le Premier ministre grec, Georges Papandréou, renonce à son projet de référendum sur le second plan d'assistance européenne.

3 novembre : si le chômage structurel et celui des jeunes sont particulièrement préoccupants au sein de l'UE, selon le commissaire László Andor, chargé de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, il faut également faire face à une autre « tendance alarmante », celle de la montée du travail précaire, déclare-t-il à l'occasion de la réunion de la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation (EFFAT) (<http://www.effat.eu/public/index.php?lang=3>).

8 novembre : après le Parlement européen (28 septembre), le Conseil adopte l'ensemble de six propositions législatives (*Six Pack*) visant à durcir la gouvernance économique au sein de l'UE.

8 novembre : à l'heure où la conception nationale du rail est en passe d'être démantelée par la proposition de réforme de la Commission européenne sur le paquet ferroviaire, les cheminots se mobilisent à travers l'Europe, lors d'une journée d'action.

10 novembre : Silvio Berlusconi, le président du Conseil italien, désormais minoritaire à la Chambre des députés, doit partir sous la pression des marchés.

10 novembre : la Commission revoit à la baisse ses prévisions de croissance et appelle la France à accroître ses efforts.

11 novembre : la Commission publie un rapport plaidant pour la fin des mesures transitoires à l'encontre de la libre circulation des travailleurs bulgares et roumains, COM (2011) 729.

14 novembre : le Conseil parvient à un accord permettant de prolonger pendant deux ans, en 2012 et 2013, le programme d'aide alimentaire aux personnes les plus démunies de l'UE.

15 novembre : la Commission européenne publie un livre vert discutant l'avenir de la directive sur le regroupement familial de 2003, COM (2011) 735.

15 novembre : les partenaires sociaux européens informent la Commission européenne de leur volonté d'entamer des négociations dans le cadre de la consultation sur de la révision de la directive sur le temps de travail.

15 novembre : formation d'un gouvernement d'experts en Italie, sous l'autorité du nouveau Premier ministre, Mario Monti.

16 novembre : selon l'Agence Frontex, les autorités européennes ont intercepté pour les neuf premiers mois de 2011 pratiquement le double de migrants irréguliers par rapport à 2010, les passages en mer vers l'Italie et Malte redevenant la principale voie d'accès, du fait du printemps arabe et du conflit libyen.

17 et 18 novembre : la présidence polonaise du Conseil et l'Eurofound (Fondation pour l'amélioration des conditions de vie et de travail) organisent une conférence sur les répercussions sociales de la migration dans les pays d'accueil et d'origine

18 novembre : la Commission propose une « Approche globale pour la migration et la mobilité », COM (2011) 743.

19 novembre : les 27 et le Parlement européen parviennent à un compromis sur un budget 2012 a minima pour l'UE.

20 novembre : défaite historique du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

21 novembre : le président du Parti socialiste européen (PSE), le Danois Poul Nyrup Rasmussen, annonce sa démission.

23 novembre : la Commission prépare le semestre européen 2012. Elle présente de nouvelles initiatives en faveur de la croissance, de la gouvernance (*Two Pack*) et de la stabilité (« Examen annuel de la croissance »), IP/11/1381 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction>).

do?reference=IP/11/1381&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr).

24 novembre : le Conseil approuve la directive révisant les conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile pour obtenir la protection internationale, adoptée par le Parlement européen le 26 octobre. Directive 2011/51, JO L 132 du 19 mai 2011.

En **novembre 2011**, le taux de chômage est à 10,3 % dans la zone euro et à 9,8 % dans l'UE27, STAT/12/5 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/12/5&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

Décembre

1^{er} et 2 décembre : une majorité qualifiée n'ayant pu être dégagée, le Conseil EPSCO n'est pas parvenu à un accord politique sur la prolongation de la dérogation afférente à la crise concernant le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation.

2 décembre : la Confédération européenne des syndicats (CES) écrit aux chefs d'État et de gouvernement de l'UE pour leur faire part de ses vives préoccupations concernant le rapport de la Commission européenne sur « L'allégement des charges imposées aux PME par la réglementation » (<http://www.etuc.org/a/9372>) et COM (2011) 803.

9 décembre : le Conseil européen fait siennes les approches du rapport sur « L'allégement des charges imposées aux PME par la réglementation », EUCO 139/11.

9 décembre : les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro parviennent à un accord sur le contenu des mesures appelées à renforcer la discipline budgétaire de la zone euro. Cet accord devrait prendre la forme d'un accord international à partir des États membres de la zone euro, ouvert à la participation des non-membres. Le Royaume-Uni refuse d'emblée de s'y associer.

9 décembre : signature par la Croatie du traité d'adhésion à l'Union européenne. La Croatie deviendra le 28^{ème} pays de l'UE le 1^{er} juillet 2013. Un référendum est prévu dans le pays le 22 janvier 2012.

15 décembre : première estimation pour le troisième trimestre 2011. L'emploi est en baisse de 0,1 % dans la zone euro et l'UE27. Il est respectivement de +0,2 % et de -0,1 % par rapport au troisième trimestre 2010, STAT/11/190 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=STAT/11/190&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>).

15 décembre : la Commission publie le premier examen annuel des évolutions de l'emploi et de la situation sociale en Europe. Il remplace l'examen sur la situation sociale en Europe et le Rapport Emploi en Europe. Les recommandations qu'il contient seront prises en compte pour le semestre européen et les recommandations par pays dans le cadre de la Stratégie Europe 2020.

20 décembre : à l'issue de consultations, la Commission adopte un nouveau paquet en matière d'aides d'État et de compensations publiques pour les services d'intérêt économique général (SIEG), COM (2011) 896, COM (2011) 897 et COM (2011) 895, IP/11/1579 (<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1579>).

21 décembre : la BCE accorde un crédit historique de 489 milliards d'euros aux banques européennes.

*Chronologie réalisée par Cécile Barbier
avec l'aide de Sophie Ost.*